

Overwegende dat de Regering van de Franse Gemeenschap op 7 mei 2020 een ontwerp van besluit houdende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie aangenomen heeft met als doel de reglementaire afwijkingen te bepalen die nodig zijn voor de aanpassing van de arbeidsvoorwaarden van het personeel van de Diensten van de Regering en de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschap

Overwegende dat de maatregelen bedoeld in dit besluit tot 18 mei 2020 van toepassing zijn en dat ze, mits beslissing van de Regering, tot 30 juni 2020 verlengd kunnen worden ;

Overwegende dat een eerste fase van lockdown in de loop van de week van 18 mei 2020 moet plaatsvinden, geleidelijk naarmate en wanneer de beschermingsmiddelen beschikbaar zijn;

Overwegende dat als deze eerste fase de hervatting van bepaalde activiteiten inhoudt dan blijft de organisatie van het werk via telewerken de regel telkens dat het mogelijk is zonder dat de kwaliteit van het werk in het gedrang komt;

Overwegende dat de maatregelen vervat in het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 mei 2020 betreffende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie, tot 30 juni 2020 verlengd moeten worden overeenkomstig artikel 7 van dit besluit;

Op de voordracht van de Minister van Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De gevolgen van de artikelen 1, 2, 3 en 4 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 mei 2020 betreffende diverse bepalingen inzake ambtenarenzaken in het kader van de COVID-19-pandemie, worden tot 30 juni 2020 verlengd.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 18 mei 2020.

Art. 3. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 mei 2020.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap:

De Minister-President,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken,

Gelijke kansen en belast met het toezicht op « Wallonie Bruxelles Enseignement »,

Fr. DAERDEN

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2020/21122]

28 MAI 2020. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution des articles 34, 51 et 65 du décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection, notamment les articles 34, 51 et 65, alinéas 1^{er} et 3 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2008 portant exécution des articles 30 et 67, alinéa 1^{er}, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques ;

Vu le « Test genre » du 31 janvier 2020 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1^o, du décret du 19 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 mars 2020 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 19 mars 2020 ;

Vu le protocole de négociation syndicale au sein du Comité de négociation de secteur IX, du Comité des services publics provinciaux et locaux – section II et du Comité de négociation pour les statuts des personnels de l'Enseignement libre subventionné selon la procédure de l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités, et selon la procédure de négociation électronique prévue à l'article 10, § 2, du décret du 19 mai 2004 relatif à la négociation en Communauté française, conclu en date du 3 avril 2020 ;

Vu l'avis n° 67.220/2 du Conseil d'Etat, donné le 6 mai 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat ;

Considérant la proposition de l'Inspectrice générale coordonnatrice et du Directeur général de la Direction du Pilotage du système éducatif, à la date du 3 mars 2020, relative à la résidence administrative des inspecteurs coordonnateurs ;

Sur la proposition du Ministre qui a l'Enseignement de la Promotion sociale dans ses attributions et du Ministre de l'Education ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Du remboursement des frais encourus par les membres de l'Inspection de l'enseignement dans le cadre de leurs fonctions*

Section 1^{re}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. La Communauté française prend en charge, selon les conditions fixées par le présent chapitre, la couverture des frais de parcours, des frais de séjour et des frais autres, encourus dans l'exercice de leur fonction par les membres du personnel du Service général de l'Inspection, ci-après dénommés « inspecteurs ».

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

- 1° « décret » : le décret du 10 janvier 2019 relatif au Service général de l'Inspection ;
- 2° « Service de l'Inspection » : chacun des Services de l'Inspection visés à l'article 3, alinéa 3, du décret ;
- 3° « chef de corps » :
 - a) l'inspecteur général en ce qui concerne les Services visés à l'article 3, alinéa 3, 1° et 2°, du décret ;
 - b) l'inspecteur coordonnateur en ce qui concerne les Services visés à l'article 3, alinéa 3, 3° à 5°, du décret ;
- 4° « Directeur général » : le fonctionnaire général dirigeant la Direction générale du Pilotage du système éducatif ;
- 5° « Domicile » : lieu renseigné dans les registres de population de la commune belge où l'inspecteur a établi sa résidence principale ;
- 6° « Résidence habituelle » : lieu où l'inspecteur réside fréquemment lorsqu'il se trouve hors de son domicile.

Section 2. — Du remboursement des frais de parcours

Art. 3. Les frais de parcours des inspecteurs résultant des déplacements effectués pour les besoins de leurs missions sont couverts dans les formes et dans les conditions de la présente section.

Tout déplacement est subordonné à une autorisation du chef de corps sur avis, le cas échéant, de l'Inspecteur général coordonnateur. Cette autorisation peut être générale pour les missions nécessitant que les intéressés se déplacent régulièrement.

Art. 4. En principe, chaque déplacement doit se faire à l'aide du moyen de transport le moins onéreux. Il peut néanmoins être dérogé à ce principe si l'intérêt du Service de l'Inspection concerné l'exige et moyennant une autorisation du chef de corps.

Les inspecteurs sont autorisés à utiliser leur véhicule personnel dans le cadre des déplacements que leurs fonctions leur imposent.

Art. 5. Les frais de parcours tels que visés par la présente section couvrent :

- 1° les dépenses liées aux quotas kilométriques octroyés individuellement à chaque inspecteur par le chef de corps en fonction de leurs besoins respectifs. Cet octroi est soumis à l'approbation du Directeur général ou de son délégué ;
- 2° l'indemnisation liée aux abonnements aux transports en commun comme moyen de locomotion entre le domicile et la résidence administrative ou entre celle-ci et le lieu de la mission ;
- 3° l'indemnisation liée à l'utilisation d'une bicyclette comme moyen de locomotion entre le domicile et la résidence administrative ou entre celle-ci et le lieu de la mission. Cette indemnisation est incompatible avec l'utilisation d'un abonnement aux transports en commun sauf pour le trajet effectué à vélo entre la résidence administrative et la gare ;
- 4° l'indemnisation des frais de parcours automobile effectués au-delà du quota kilométrique visé au 1°. Cette indemnisation est soumise à l'approbation du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou de son délégué ;
- 5° l'indemnisation des frais de parcours automobile des inspecteurs généraux et des inspecteurs coordonnateurs, effectués entre le domicile et la résidence administrative, à hauteur du prix de l'abonnement annuel aux transports en commun. Cette indemnisation est incompatible avec l'utilisation d'un abonnement aux transports en commun sauf pour le trajet effectué entre le domicile du membre du personnel et la gare. Cette indemnisation est soumise à l'approbation du fonctionnaire général en charge de la Direction générale du Pilotage du Système éducatif ou de son délégué.

Art. 6. Les frais de parcours annuels sont établis en multipliant le nombre d'inspecteurs, par 24 000 kilomètres et par l'indemnité kilométrique en vigueur pour le personnel de l'Administration.

Art. 7. Une indemnité kilométrique forfaitaire équivalente à l'indemnité kilométrique en vigueur pour le personnel de l'Administration est prise en compte pour l'application de l'article 5, 1°.

Art. 8. Les indemnités kilométriques sont calculées en prenant pour base la longueur kilométrique du trajet le plus rapide.

Art. 9. § 1^{er}. Les inspecteurs, qui se déplacent en prenant comme point de départ ou de retour leur résidence habituelle, ne peuvent obtenir une indemnité supérieure à celle qui leur serait due si les déplacements avaient comme point de départ et de retour leur résidence administrative.

§ 2. Les inspecteurs coordonnateurs et les inspecteurs généraux peuvent se déplacer vers un lieu de mission en prenant comme point de départ ou de retour leur résidence habituelle ou leur domicile. Ils ne peuvent obtenir une indemnité supérieure à celle qui leur serait due si les déplacements avaient comme point de départ et de retour leur résidence administrative. Le cas échéant, le parcours emprunté doit correspondre à la distance kilométrique la plus courte.

Les indemnités kilométriques sont calculées en prenant pour base la longueur kilométrique du trajet le plus rapide entre les points de départ et d'arrivée.

Art. 10. La résidence administrative des inspecteurs est fixée à leur domicile.

La résidence administrative des inspecteurs coordonnateurs est fixée au siège administratif du Service général de l'Inspection.

Section 3. — Du remboursement des frais de séjour

Art. 11. Les inspecteurs astreints à se déplacer dans l'exercice de leurs fonctions ont droit au remboursement de leurs frais de séjour dans les formes et les conditions prévues par la présente section.

Il y a lieu d'entendre par :

- 1° « séjour » : les déplacements d'une durée supérieure à huit heures et effectués au-delà d'un rayon de 25 kilomètres de la résidence administrative.
- 2° « demi-séjour » : les déplacements d'une durée supérieure à cinq heures et inférieure ou égale à huit heures, effectués au-delà d'un rayon de 25 kilomètres de la résidence administrative.

Art. 12. La durée des déplacements est comptée depuis le départ du véhicule à l'aller jusqu'à l'heure d'arrivée de celui-ci au retour.

Art. 13. Une indemnité pour la nuit est attribuée chaque fois que les inspecteurs sont dans l'obligation de loger hors de leur domicile ou résidence habituelle. Celle-ci ne peut être cumulée avec l'indemnité de séjour.

Art. 14. Les frais de séjour, de demi-séjour et les indemnités pour la nuit, sont établis annuellement en multipliant le nombre d'inspecteurs, par le montant de 1.635,00 EUR.

Par Service de l'Inspection, le nombre annuel global de séjours, de demi-séjours et d'indemnités pour la nuit tels que visés ci-dessus ne peut dépasser une moyenne de 135 par inspecteur.

L'indemnisation s'effectue, sur base de déclarations de créance et selon les conditions reprises au tableau ci-dessous.

NOMBRE DE SEJOURS/NUITS	MONTANTS FORFAITAIRES
Logement gratuit	16,3882 EUR/nuit
Logement aux frais de l'agent	33,3965 EUR/nuit
1/2 séjour	3,1404 EUR/jour
de 1 à 59	13, 2214 EUR/séjour.
entre 60 et 85	965, 00 EUR
entre 86 et 110	1.300 EUR
entre 111 et 135	1.635,00 EUR
à partir de 136	1.965,00 EUR

Art. 15. Le droit au remboursement des frais de séjour n'est pas ouvert lorsque l'intéressé bénéficie gracieusement d'un repas sur le lieu de son déplacement.

Art. 16. Sans préjudice d'autres dispositions, dans le cadre du présent chapitre, les déplacements effectués par les inspecteurs en dehors du territoire belge donnent uniquement lieu à des remboursements de la dépense réelle effectuée par les intéressés sur production de déclarations de créance et selon les modalités fixées à la section 5.

Section 4. — Du remboursement des frais autres

Art. 17. Les inspecteurs ont droit au remboursement des dépenses relatives aux frais autres exposées personnellement dans le cadre de leur fonction.

Il y a lieu d'entendre par « frais autres », les frais qui comprennent les dépenses exposées personnellement par les inspecteurs relatives aux communications téléphoniques, à l'utilisation de l'Internet, à l'utilisation de l'imprimante, au petit matériel de bureau ainsi qu'à l'achat de documentations de caractère pédagogique.

Art. 18. Les frais autres sont établis annuellement en multipliant le nombre d'inspecteurs, par un montant de 750,00 EUR.

Cet octroi est soumis à l'approbation du Directeur général ou de son délégué.

La part ainsi déterminée couvre les dépenses de fonctionnement des inspecteurs selon des besoins qui leur sont individuellement reconnus et moyennant le respect des procédures d'autorisation préalable du chef de corps.

Section 5. — Des modalités de paiement

Art. 19. Tous les frais donnant lieu à remboursement font l'objet de déclarations de créances signées certifiées sincères et, le cas échéant, dûment assorties de pièces justificatives originales. Ces déclarations sont visées et contrôlées par les chefs de corps. Ce contrôle porte sur la réalité et le bien-fondé des dépenses.

Les déclarations de créance sont introduites auprès du chef de corps, au plus tard le 10 du mois qui suit celui au cours duquel la créance est née. Après examen et visa, le chef de corps transmet les déclarations de créances aux personnes visées à l'article 20 au plus tard à la fin du mois qui suit celui au cours duquel la créance est née. En cas d'introduction tardive, les créances sont frappées de nullité.

Art. 20. Le Directeur général désigne les personnes chargées de vérifier si les conditions prévues au présent chapitre sont respectées et de mettre les créances en liquidation.

Art. 21. Sans préjudice de l'application éventuelle de mesures disciplinaires, le Directeur général ou son délégué dispose de la faculté de refuser le remboursement des frais visés par le présent chapitre s'il est constaté que les bénéficiaires abusent des droits qui leur sont reconnus par ce même chapitre.

CHAPITRE II. — De l'allocation octroyée aux inspecteurs coordonnateurs

Art. 22. Les inspecteurs coordonnateurs visés à l'article 63 § 1^{er} du décret, bénéficient, durant la période de leur désignation, d'une allocation dont le montant est égal à la moitié de la différence de traitement entre l'échelle de rang 15 et l'échelle dont ils bénéficient en leur qualité d'inspecteurs.

CHAPITRE III. — Dispositions abrogatoire et finales

Art. 23. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 janvier 2008 portant exécution des articles 30 et 67, alinéa 1^{er}, du décret du 8 mars 2007 relatif au Service général de l'Inspection, au Service de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement organisé par la Communauté française, aux Cellules de conseil et de soutien pédagogiques de l'enseignement subventionné par la Communauté française et aux statuts des membres du personnel du Service général de l'Inspection et des conseillers pédagogiques est abrogé.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2019.

Art. 25. Le Ministre qui a l'Enseignement de la Promotion sociale dans ses attributions et le Ministre de l'Education sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mai 2020.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

V. GLATIGNY

La Ministre de l'Education,

C. DESIR

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2020/21122]

28 MEI 2020. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot uitvoering van de artikelen 34, 51 en 65 van het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst, inzonderheid op de artikelen 34, 51 en 65, lid 1 en lid 3 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2008 tot uitvoering van de artikelen 30 en 67, eerste lid, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de Algemene Inspectiedienst, de Dienst voor Advies en Pedagogische Steun van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de Cellen voor Advies en Pedagogische Steun van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het statuut van de personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst en de pedagogische adviseurs;

Gelet op de "Gendertest" van 31 januari 2020, uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 betreffende de integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 maart 2020 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 19 maart 2020;

Gelet op het syndicale onderhandelingsprotocol van het onderhandelingscomité van sector IX, van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, en van het onderhandelingscomité voor de statuten van het personeel van het vrij gesubsidieerd onderwijs volgens de procedure van het koninklijk besluit van 28 september 1984 houdende uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot organisatie van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel, afgesloten op 3 april 2020;

Gelet op advies nr. 67.220/2 van de Raad van State, uitgebracht op 6 mei 2020, in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State ;

Overwegende het voorstel van de coördinerende inspecteur-generaal en de directeur-generaal van de Directie Sturing van het onderwijsstelsel, op 3

maart 2020, betreffende de administratieve verblijfplaats van de coördinerende inspecteurs;

Op de voordracht van de Minister die voor het Onderwijs voor sociale promotie bevoegd is en van de Minister van Onderwijs;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Terugbetaling van de kosten opgelopen door de leden van de onderwijsinspectie in het kader van de uitoefening van hun ambten

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Artikel 1. De Franse Gemeenschap vergoedt onder de in dit hoofdstuk vastgestelde voorwaarden de reis- en verblijfkosten en de andere kosten die de personeelsleden van de Algemene inspectiedienst, hierna "inspecteurs" genoemd, in het kader van de uitoefening van hun ambt maken.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "decreet": het decreet van 10 januari 2019 betreffende de Algemene Inspectiedienst;

2° "Inspectiedienst": elk van de in artikel 3, derde lid, van het decreet bedoelde inspectiediensten;

3° "korpshoofd":

a) de inspecteur-generaal met betrekking tot de diensten bedoeld in artikel 3, lid 3, onder 1° en 2°, van het decreet;

b) de coördinerende inspecteur met betrekking tot de in artikel 3, lid 3, 3° tot en met 5°, van het besluit bedoelde diensten;

4° "Directeur-generaal": de algemene ambtenaar die belast is met de Algemene directie voor de Sturing van het onderwijsstelsel;

5° "Woonplaats" : plaats ingeschreven in de bevolkingsregisters van de Belgische gemeente waar de inspecteur zijn hoofdverblijfplaats heeft;

6° "Gewone verblijfplaats" : plaats waar de inspecteur vaak verblijft wanneer hij niet thuis (woonplaats) is.

Afdeling 2. — Terugbetaling van reiskosten

Art. 3. De reiskosten van de inspecteurs die voortvloeien uit de in het kader van hun dienstreizen gemaakte verplaatsingen, worden vergoed in de vorm en onder de voorwaarden die in deze afdeling zijn vastgesteld.

Voor alle verplaatsingen is de toestemming van het korpshef vereist, in voorkomend geval op advies van de coördinerende inspecteur-generaal. Deze toestemming kan algemeen zijn voor dienstverplaatsingen die regelmatig moeten worden afgelegd.

Art. 4. In principe moet elke verplaatsing worden gemaakt via het goedkoopste vervoermiddel. Van dit beginsel kan echter worden afgeweken indien de belangen van de betrokken inspectiedienst dit vereisen en het korpshef daarvoor toestemming geeft.

Inspecteurs zijn bevoegd om hun persoonlijke voertuig te gebruiken voor verplaatsingen voortvloeiend uit hun ambten.

Art. 5. De in deze afdeling bedoelde reiskosten dekken :

1° de uitgaven in verband met het kilometerquotum dat door het korpshef aan elke inspecteur afzonderlijk wordt toegekend naar gelang van zijn behoeften. Deze toewijzing is onderworpen aan de goedkeuring van de directeur-generaal of zijn afgevaardigde;

2° de vergoeding voor abonnementen op het openbaar vervoer als vervoermiddel tussen de woning en de administratieve standplaats of tussen deze laatste en de plaats van de opdracht;

3° de vergoeding voor het gebruik van een fiets als voortbewegingsmiddel tussen de woonplaats en de administratieve standplaats of tussen deze laatste en de plaats van de opdracht. Deze vergoeding is onverenigbaar met het gebruik van een abonnement voor het openbaar vervoer, met uitzondering van de reis per fiets tussen de administratieve standplaats en het station;

4° de vergoeding van de reiskosten voor motorvoertuigen die boven het in 1° bedoelde kilometerquotum zijn gemaakt. Deze vergoeding is onderworpen aan de goedkeuring van de ambtenaar-generaal belast met de leiding van de Algemene directie voor de Sturing van het onderwijsstelsel of zijn afgevaardigde;

5° de vergoeding van de kosten voor motorvoertuigen van de inspecteurs-generaal en de coördinerende inspecteurs, gemaakt tussen de woonplaats en de administratieve standplaats, tot de prijs van het jaarabonnement van het openbaar vervoer. Deze vergoeding is onverenigbaar met het gebruik van een abonnement voor het openbaar vervoer, met uitzondering van de reis die wordt gemaakt tussen de woonplaats van het personeelslid en het station. Deze vergoeding is onderworpen aan de goedkeuring van de ambtenaar-generaal belast met de leiding van de Algemene directie voor de Sturing van het onderwijsstelsel of zijn afgevaardigde.

Art. 6. De jaarlijkse reiskosten worden vastgesteld door het aantal inspecteurs te vermenigvuldigen met 24.000 kilometer en met de geldende kilometervergoeding voor het personeel van de administratie.

Art. 7. Voor de toepassing van artikel 5, 1°, wordt een forfaitaire kilometervergoeding, gelijk aan de geldende kilometervergoeding voor het personeel van de administratie, in aanmerking genomen.

Art. 8. Kilometervergoeding wordt berekend op basis van de kilometerafstand van het snelste traject.

Art. 9. § 1. Inspecteurs, die zich verplaatsen met als vertrekpunt hun gewone verblijfplaats of die terugkeren naar hun gewone verblijfplaats, kunnen geen hogere vergoeding krijgen dan die welke hen verschuldigd zou zijn als de verplaatsingen als vertrek- en terugkeerpunt hun administratieve standplaats zouden hebben.

§ 2. Coördinerende inspecteurs en inspecteurs-generaal kunnen zich naar een plaats van opdracht verplaatsen met als vertrek- of terugkeerpunt hun gewone verblijfplaats of hun woonplaats. Zij hebben geen recht op een hogere vergoeding dan die welke hun zou toekomen indien de plaats van vertrek en de plaats van terugkeer hun administratieve standplaats zou zijn. In voorkomend geval moet het afgelegde traject de kortste afstand per kilometer zijn.

De kilometervergoeding wordt berekend op basis van de afstand van het snelste traject tussen de punten van vertrek en aankomst.

Art. 10. De administratieve standplaats van de inspecteurs is hun woonplaats.

De administratieve standplaats van de coördinerende inspecteurs bevindt zich op de administratieve standplaats van de Algemene Inspectiedienst.

Afdeling 3. — Terugbetaling van verblijfskosten

Art. 11. De inspecteurs die in de uitoefening van hun ambt zich moeten verplaatsen, hebben recht op vergoeding van hun verblijfskosten in de vormen en onder de voorwaarden die in deze afdeling zijn vastgesteld.

Moet worden verstaan onder:

1° "verblijf": verplaatsingen van meer dan acht uur die worden gemaakt buiten een straal van 25 kilometer van de administratieve standplaats.

2° "halve dagverblijf": verplaatsingen van meer dan vijf uur en minder dan of gelijk aan acht uur, gemaakt buiten een straal van 25 kilometer van de administratieve standplaats.

Art. 12. De duur van de verplaatsingen wordt geteld vanaf het vertrek van het voertuig op de heenreis tot de aankomsttijd op de terugreis.

Art. 13. Wanneer de inspecteurs verplicht zijn buiten hun woonplaats of gewone verblijfplaats te verblijven, wordt een vergoeding voor de nacht toegekend. Het mag niet worden gecumuleerd met de verblijfsvergoeding.

Art. 14. De kosten voor huisvesting, halve dagen en nacht worden jaarlijks vastgesteld door het aantal inspecteurs te vermenigvuldigen met het bedrag van EUR 1.635,00.

Per inspectiedienst mag het totale jaarlijkse aantal verblijven, halve dagen en nachten zoals hierboven bedoeld, niet meer bedragen dan gemiddeld 135 per inspecteur.

De vergoeding vindt plaats op basis van schuldverklaringen en volgens de voorwaarden die in de onderstaande tabel zijn opgenomen.

AANTAL DAGEN/NACHTEN	FORFAITAIRE BEDRAGEN
Gratis huisvesting	16,3882 EUR/nacht
Huisvesting op kosten van een agent	33,3965 EUR/nacht
1/2 verblijf	3,1404 EUR/dag
van 1 tot 59	13, 2214 EUR/verblijf
tussen 60 en 85	965,00 EUR
tussen 86 en 110	1.300 EUR
tussen 111 en 135	1.635,00 EUR
beginnend bij 136	1.965,00 EUR

Art. 15. Het recht op vergoeding van de verblijfskosten is niet van toepassing wanneer de betrokkene op de plaats van de reis gratis een maaltijd krijgt.

Art. 16. Onverminderd andere bepalingen in het kader van dit hoofdstuk geven reizen van inspecteurs buiten het Belgische grondgebied slechts aanleiding tot vergoeding van de werkelijk door de betrokken personen gemaakte kosten na overlegging van de schuldverklaringen en overeenkomstig de procedures van afdeling 5.

Afdeling 4. — Terugbetaling van andere kosten

Art. 17. De inspecteurs hebben recht op de terugbetaling van de uitgaven die verband houden met andere kosten die zij in de uitoefening van hun ambt persoonlijk hebben gemaakt.

Onder "overige kosten" wordt verstaan de uitgaven die de inspecteurs persoonlijk maken voor telefoongesprekken, het gebruik van internet, het gebruik van de printer, klein kantoor materiaal en de aanschaf van documentatie van pedagogische aard.

Art. 18. De overige kosten worden jaarlijks vastgesteld door het aantal inspecteurs te vermenigvuldigen met een bedrag van 750,00 EUR.

Deze toekenning is onderworpen aan de goedkeuring van de directeur-generaal of zijn afgevaardigde.

Het aldus vastgestelde aandeel dekt de werkingsuitgaven van de inspecteurs naar gelang van de behoeften die hen individueel zijn erkend en die onderworpen zijn aan de procedures voor voorafgaande toestemming van het korpshoofd.

Afdeling 5. — Betalingswijzen

Art. 19. Voor alle kosten die voor vergoeding in aanmerking komen, wordt een voor eensluidend verklaarde ondertekende schuldverklaring ingediend, die in voorkomend geval samen gaat met de originele bewijsstukken. Deze verklaringen worden geïncasseerd en gecontroleerd door de hoofden van de korpsen. Deze controle heeft betrekking op de werkelijkheid en de rechtvaardiging van de uitgaven.

De vorderingen moeten uiterlijk op de tiende dag van de maand die volgt op de maand waarin de vordering is ontstaan, bij het korpshoofd worden ingediend. Na onderzoek en visa zendt het korpshoofd de schuldverklaringen uiterlijk aan het einde van de maand die volgt op de maand waarin de vordering is ontstaan, aan de in artikel 20 bedoelde personen toe. In geval van te late indiening worden de vorderingen nietig verklaard.

Art. 20. De directeur-generaal wijst de personen aan die belast zijn met het toezicht op de naleving van de in dit hoofdstuk vastgestelde voorwaarden en met het in vereffening stellen van de vorderingen.

Art. 21. Onverminderd de eventuele toepassing van tuchtmaatregelen heeft de directeur-generaal of zijn afgevaardigde de mogelijkheid te weigeren de in dit hoofdstuk bedoelde kosten te vergoeden indien wordt vastgesteld dat de begunstigen misbruik maken van hun rechten erkend uit hoofde van dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK II. — Toewijzing van de toelage van de coördinerende inspecteurs

Art. 22. De in artikel 63, § 1, van het decreet bedoelde coördinerende inspecteurs genieten gedurende de periode van hun aanstelling een vergoeding die gelijk is aan de helft van het verschil in salaris tussen de schaal van rang 15 en de schaal die zij in hun hoedanigheid van inspecteur genieten.

HOOFDSTUK III. — Opheffings- en slotbepalingen

Art. 23. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 januari 2008 tot uitvoering van de artikelen 30 en 67, eerste lid, van het decreet van 8 maart 2007 betreffende de Algemene Inspectiedienst, de Dienst voor Advies en Pedagogische Steun van het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de Cellen voor Advies en Pedagogische Steun van het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap en het statuut van de personeelsleden van de Algemene Inspectiedienst en de pedagogische adviseurs, wordt opgeheven.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2019.

Art. 25. De Minister voor sociale promotie en de Minister van Onderwijs zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 mei 2020.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie,
Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR